



GRUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : @grip\_org  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

## NOTE D'ANALYSE – 28 mars 2018

GÉHIN Léo et JACQMIN Denis, *Bataillons de volontaires et protecteurs de village : utilisateurs finaux à risque en Ukraine et Turquie*, Note d'Analyse du GRIP, 28 mars 2018, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2536>



# NOTE D'ANALYSE

## Bataillons de volontaires et protecteurs de village : utilisateurs finaux à risque en Ukraine et Turquie

Léo Géhin et Denis Jacqmin

28 mars 2018

### Résumé

Les exportateurs d'armements livrent généralement leurs matériels à des utilisateurs gouvernementaux, forces régulières ou de police, à des entreprises privées voire à des civils habilités à détenir une arme. Mais dans certains cas, des utilisateurs non-étatiques atypiques viennent compléter cette liste de destinataires : les milices pro-gouvernementales. Ces milices peuvent occuper des fonctions similaires à celles des forces régulières ou de police tout en conservant leur autonomie vis-à-vis des règles auxquelles l'armée et les forces de sécurité régulières sont soumises. Cette Note s'attache à présenter les risques et les défis posés par d'éventuelles exportations d'armes vers ces acteurs non-étatiques à travers l'étude de deux milices pro-gouvernementales : les bataillons de volontaires ukrainiens et les protecteurs de village turcs.

### Abstract

#### **Volunteers' battalions and village guards: two risky end-users in Ukraine and Turkey**

Arms exporters are used to deliver products to governmental authorities, such as regular military or established police forces, private security companies and sometimes civilians holding a valid permit. However, another kind of end-user can top the list of recipients: pro-governmental militias. These militias are believed to share the same responsibilities as soldiers and policemen, such as law enforcement or external defense, while distancing themselves from the chain of command of regular forces and their rules of engagement. This Analysis seeks to highlight risks and challenges posed by arms exports to these non-state actors with two case-studies: Ukrainian volunteers' battalions and Turkish village guards.

## Introduction

Le 3 décembre 2016 s'est tenue à Kramatorsk la 20<sup>e</sup> édition de la cérémonie *People's Hero of Ukraine*, qui consiste à remettre les décorations nationales aux combattants ayant fait acte de bravoure dans le conflit du Donbass<sup>1</sup>. Si les soldats réguliers ont évidemment fait partie des lauréats, des « volontaires » ukrainiens ont également été distingués. Cette cérémonie illustre ainsi le rôle prépondérant joué par les milices dans un conflit armé et positionne symboliquement celles-ci aux côtés de l'armée régulière dans l'octroi de la reconnaissance pour services rendus à la patrie.

Si les formations de milices dans des pays africains en conflit ont fait l'objet d'études répétées, deux pays du voisinage direct de l'Union européenne voient actuellement opérer sur leur territoire des milices « pro-gouvernementales »<sup>2</sup> : l'Ukraine et la Turquie. Elles y jouent, depuis 2014 pour l'une, depuis 1985 pour l'autre, un rôle important dans la lutte contre les principales menaces à l'intégrité territoriale des deux pays : les séparatistes soutenus par la Russie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'intérêt d'étudier ces deux milices réside dans la possibilité qu'elles puissent être les destinataires d'armements importés par les autorités du pays dans lequel elles agissent, dans la mesure où elles sont progressivement intégrées dans des forces armées ou de sécurité régulières. Or, les éventuels pays exportateurs doivent évaluer la fiabilité de l'utilisateur final des armes exportées, afin de garantir que celui-ci ne les transfère pas vers un utilisateur non souhaité (trafics, réexportation non autorisée), ni ne les utilise à des fins non souhaitées (violations des droits de l'homme notamment).

Cette Note d'Analyse examine les défis que présenteraient des transferts d'armes vers deux pays dont certains segments des forces armées et de sécurité possèdent un statut particulier, celui de milice pro-gouvernementale. Or, les informations sur d'éventuels transferts d'armes à destination de ces milices restent parcellaires, sinon inaccessibles. Il s'agira donc plutôt d'étudier plusieurs aspects du fonctionnement des bataillons de volontaires et des protecteurs de village : fondation, organisation, attributions. Comment ces milices structurent-elles leur relation à l'autorité centrale dans un contexte de délégation du monopole de la violence ? Quel contrôle les autorités appliquent-elles en retour sur ces milices ?

### I. Ukraine : les bataillons de volontaires, héros ou malédiction ?

Les bataillons de volontaires ukrainiens sont largement crédités pour avoir stoppé l'offensive séparatiste entre le printemps et l'été 2014. Galvanisés par l'annexion de la Crimée « sans avoir tiré un coup de feu », des leaders séparatistes de l'est de l'Ukraine s'emparent de bâtiments publics, de stations de police et de casernes dans les villes du Donbass sans susciter de véritables réactions de la part des autorités locales.

---

1. « [Soldiers and Volunteers to be Awarded with 'People's Hero of Ukraine' Decoration in Kramatorsk](#) », *Censor.net*, 3 décembre 2016.

2. Les professeurs Sabine C. Carey et Neil J. Mitchell ont lancé en 2013 une [base de données](#) ayant pour vocation de répertorier les milices « pro-gouvernementales », après en avoir défini les caractéristiques.

Mi-avril, le président ukrainien faisant fonction, Olexander Turchynov, annonce le début de l'« opération anti-terroriste » (ATO) pour rétablir l'ordre dans l'Est. Mais l'armée est en piteux état. Affaiblie par des années de désinvestissement et de corruption rampante, infiltrée par des officiers loyaux à la Russie<sup>3</sup>, elle est incapable de répondre au défi. Sur un chiffre officiel de 80 000 soldats, seuls 6 000 sont prêts au combat<sup>4</sup>. Les forces anti-émeutes du ministère de l'Intérieur (Berkut), décriés pour leur rôle durant Maïdan, ont été dissoutes<sup>5</sup>. En attendant la mobilisation de l'armée, ce sont les bataillons de volontaires qui vont permettre la reconquête des territoires séparatistes en juin et juillet 2014 jusqu'à la défaite d'Ilovaisk (sud-est de Donetsk) en août.

## A. Origine des bataillons de volontaires

Les bataillons de volontaires ont un lien fort avec les activistes de Maïdan. Face aux attaques de criminels payés par le pouvoir visant à discréditer Maïdan, les activistes ont créé des groupes d'autodéfense dans la lignée des traditions cosaques. Des « Sotnyas » (centuries) d'une centaine d'hommes voient le jour, divisées en plus petits groupes appelés « Desyatnas »<sup>6</sup>. Ces groupes rassemblent des individus partageant certaines caractéristiques (issus d'une même région, vétérans d'Afghanistan, femmes, militants non violents...). Certains leaders de ces Sotnyas deviendront les futurs leaders des premiers bataillons de volontaires, eux-mêmes souvent issus de Maïdan. Ainsi, Sergei Melnichuk, fondateur et premier commandant du bataillon Aïdar, très actif dans la région de Louhansk, a commandé un groupe d'autodéfense de Maïdan. Konstantin Grishin (alias Semyon Semenchenko) fondateur du bataillon Donbas est également un ancien de Maïdan<sup>7</sup>. Les leaders de Praviy Sektor et de OUN (deux mouvements classés à l'extrême-droite) ainsi que leurs adhérents ont été très actifs dans les tâches de protection et de sécurité du campement de Maïdan.

D'autres bataillons ont été créés par des oligarques en vue de sécuriser leurs intérêts et éviter la répétition de scénarios d'occupations de bâtiments publics par des militants séparatistes dans les grandes villes de l'est. Les bataillons Dnipro-1 et Dnipro-2 ont ainsi été financés par Ihor Kolomoisky, oligarque de Dnipro<sup>8</sup> à hauteur de dix millions de dollars. Le rôle de ce bataillon a été primordial pour prévenir les rassemblements séparatistes dans la région de Kharkiv et il s'est « illustré » lors de la prise de bureaux de vote à Krasnoarmeysk lors du référendum séparatiste du 11 mai (un mort et un blessé)<sup>9</sup>.

---

3. Voir Facon, I., « Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples », Notes de l'IFRI, mai 2017, p. 14-15.

4. Puglisi, R., « Heroes or Villains ? Volunteer Battalions in Post-Maidan Ukraine », Istituto Affari Internazionali, mars 2015, p. 5.

5. *Idem*.

6. Guillemoles, A., « Ukraine. Le réveil d'une nation », Paris, Les Petits matins, 2015, p. 35-39.

7. « Looting, torture, and big business. A look at volunteer groups fighting the separatists in Ukraine », *Meduza*, 1<sup>er</sup> juillet 2015.

8. Dnipro est le nouveau nom de la ville de Dnipropetrovsk.

9. Donetsk separatist leader says oblast will form its own government, including military, *Kyiv Post*, 11 mai 2014.

Kolomoisky a également financé les bataillons Azov, Aidar et Donbass. D'autres oligarques tels que Serhiy Taruta, originaire de Donetsk, ont fait de même pour le bataillon Azov<sup>10</sup>.

## B. Équipement

Les bataillons de volontaires ukrainiens ont pour la plupart été rattachés lors de leur création au ministère de la Défense (bataillon de défense territoriale), au ministère de l'Intérieur (bataillons spéciaux de police) ou à la Garde nationale<sup>11</sup>, également rattachée au ministère de l'Intérieur. Ce sont ces ministères qui ont fourni les bataillons en armes à partir de leurs stocks. Le ministre de l'Intérieur, Arsen Avakov, a été le principal partisan de la fourniture d'équipements aux bataillons de volontaires<sup>12</sup>. Certains bataillons tels que Aïdar ou Shaktarsk avaient très peu d'équipements lors de leur création et se sont principalement servis de prises de guerre<sup>13</sup>. D'autres bataillons ont acheté des armes à des trafiquants avec des fonds provenant de crowdfunding ou de la diaspora ukrainienne<sup>14</sup> ou ont pillé des arsenaux ukrainiens<sup>15</sup>. Au fur et à mesure de leur intégration dans les structures officielles, ces bataillons recevront de plus en plus d'équipements, principalement des armes légères et des uniformes. Le bataillon Aïdar a ainsi été intégré dans l'armée en août 2014 pour recevoir plus d'armes. Les bataillons Azov, Aïdar, Kievsk Rus et Dnipro ont même été équipés de chars de combat et de véhicules de transport de troupes. Le contrôle sur ce bataillon, désormais dénommé 24<sup>e</sup> bataillon, est toutefois resté très faible alors que les exactions commises dans la région de Louhansk étaient déjà connues. Dans le cas d'Azov, une partie de leurs chars a été fournie par le gouvernement (douze chars T-64), une autre provient de sa propre usine. Azov possède en effet sa propre usine de fabrication et de réparation de véhicules blindés, une ancienne usine de tracteurs dans la banlieue de Kyiv<sup>16</sup>. Azov a même conçu ses propres véhicules de combat d'infanterie sur la base d'un châssis de char T-64, dénommé Azovet<sup>17</sup>. Un nouveau char de combat également adapté du T-64 et dénommé « Tirez » a été conçu par Azov mais n'a pas encore été produit<sup>18</sup>. Les membres du bataillon Azov sont conscients du fait que les chars fournis par le gouvernement peuvent être retirés à tout moment, d'où l'initiative de mettre sur pied des chars modifiés qui sont légalement considérés comme des tracteurs privés<sup>19</sup>.

---

10. Azov fighters are Ukraine's greatest weapon and may be its greatest threat, *The Guardian*, 10 septembre 2014.

11. La Garde nationale ukrainienne avait été dissoute en 2000 pour raisons d'économie. Elle a été reformée après les troubles suivant la fuite de Ianoukovitch en mars 2014.

12. Warlords and armed groups threaten Ukraine's rebuilding, *The Washington Post*, 30 décembre 2014.

13. Ce qui est intéressant puisque cela prend à contrepied les récits sur l'armement des séparatistes pris aux forces ukrainiennes, régulièrement servis par les médias russes.

14. Why American Right-Wingers Are Going to War in Ukraine, *Vice News*, 20 juin 2016.

15. Ukraine Sets Deadline for Militias to Surrender Illegal Guns, *The New York Times*, 20 mars 2014.

16. A Tour of Ukraine's 'Mad Max' Tank Factory, *Motherboard*, 15 septembre 2015. De nombreux chars (désarmés) appartenant aux arsenaux ukrainiens ont été vendus à des civils ou des entreprises pour les travaux agricoles ou forestiers.

17. ARES, « New improvised armoured fighting vehicle design in Ukraine », 5 septembre 2015.

18. « Azov » presented the development of its own tank, *Ukrop News 24*, 11 avril 2016.

19. *Motherboard*, loc. cit.

Tout le reste (nourriture, véhicules, sacs de couchage, kits de secours ou kits de déminage, drones commerciaux et instruments de vision nocturne) était généralement financé par des dons ou envoyé en nature par des réseaux de bénévoles<sup>20</sup>. Plusieurs groupes caritatifs (*Army SOS, Self Defense of Maidan, Ukrainian Freedom Fund, Wings of Phoenix*<sup>21</sup>) ont procédé à des récoltes de fonds, notamment via les réseaux sociaux, et géré des entrepôts logistiques pour stocker le matériel avant de l'envoyer au front. Les volontaires ont également réparé du matériel militaire tel que des véhicules blindés et un avion de transport Antonov An-70<sup>22</sup>.

Les volontaires civils ont fait preuve d'une grande créativité en fabriquant des véhicules blindés artisanaux par l'adjonction de plaques métalliques sur des véhicules commerciaux ou faisant confectionner des tenues de camouflage pour sniper à partir de sacs de café. Cette mobilisation énorme de réseaux de volontaires est un trait particulier de la société ukrainienne dans un contexte de méfiance vis-à-vis des institutions. Les bataillons de volontaires bénéficient généralement d'une image positive au sein de la population, bien plus grande que la confiance accordée aux institutions politiques, au président ou aux médias<sup>23</sup>. Ces fournitures d'équipements, et dans certains cas les réquisitions parmi la population locale, ont renforcé l'indépendance des bataillons, qui n'attendaient rien du gouvernement.

### C. Régularisation et incorporation dans les forces régulières

Entre 40 et 50 bataillons de volontaires ont existé, avec de grandes variations en termes de taille, d'équipements et d'idéologie<sup>24</sup>. Le gouvernement ukrainien et l'état-major des forces armées ont rapidement compris le danger posé par des milices non contrôlées. La question du contrôle des bataillons a été ainsi abordée lors d'une réunion du Conseil national de sécurité et de défense en novembre 2014<sup>25</sup>. L'état-major ukrainien a fait le même constat, les bataillons de volontaires préféraient la coordination entre eux que l'obéissance au quartier-général de l'ATO (opération anti-terroriste) basé à Iziou<sup>26</sup>. Tous les bataillons ont reçu instruction d'intégrer l'armée ou la Garde nationale en novembre 2014 mais cette intégration ne s'est pas faite sans heurts. Par exemple, le bataillon de défense territoriale Aïdar, malheureusement célèbre pour de nombreux faits criminels, a été dissous début mars 2015<sup>27</sup>. Sa dissolution a été précédée de plusieurs jours de manifestations d'anciens volontaires devant le ministère de la Défense.

---

20. Reversal of fortune, *The Economist*, 4 septembre 2014.

21. The Man Who Gave Ukraine's Army 1,000 Bulletproof Vests, *Mashable*, 23 mai 2014.

22. Volunteer Organizations Continue to Support Ukrainian Servicemen, *Ukraine Crisis Media Center*, 9 octobre 2014.

23. Sondage du Ramzukov Center, « Attitude des citoyens ukrainiens vis-à-vis des institutions publiques, orientation électorale », 23 octobre 2017. Les résultats sont à comparer à un autre sondage publié par Zerkalo Nedeli (*Weekly Mirror*) en décembre 2014 selon lequel les bataillons de volontaires obtenaient des scores bien plus élevés. Cité dans Puglisi, R., *loc. cit.*, p. 17.

24. Know your volunteer battalions, *Kyiv Post*, 9 septembre 2014.

25. Warlords and armed groups threaten Ukraine's rebuilding, *The Washington Post*, 30 décembre 2014.

26. Ukrainian volunteers fighting in Donbas set up their own staff, *Kyiv Post*, 19 février 2015.

27. Malgré cette dissolution, il faudra attendre juillet 2015 pour que les soldats d'Aïdar quittent effectivement leurs positions. Voir Aïdar soldiers uneasy about future as orders come to leave base, *Kyiv Post*, 9 juillet 2015.

Le bataillon Aïdar a été réorganisé, ses membres ont fait l'objet d'une sélection pour ensuite être intégrés dans le 24<sup>e</sup> bataillon d'assaut spécial, qui dépend de la 10<sup>e</sup> brigade d'assaut de montagne. Il en est de même pour le bataillon OUN<sup>28</sup>, qui a dû être délogé de ses positions dans la région de Pisky (oblast de Donetsk) par des unités de l'armée régulière<sup>29</sup>. Une partie des membres de OUN a intégré la 93<sup>e</sup> Brigade mécanisée tout en gardant des liens avec le mouvement politique OUN.

Toutefois, malgré l'intégration formelle des bataillons dans la chaîne de commandement ukrainienne, le niveau de contrôle réel sur les bataillons est resté insuffisant<sup>30</sup>. À partir de juin 2015, les bataillons de volontaires ont vu leurs tâches reléguées à des rôles de soutien et de maintien de l'ordre, et ont généralement été redéployés en deuxième ligne. Le niveau de défiance vis-à-vis du gouvernement, largement amplifié par les défaites militaires d'Ilovaisk<sup>31</sup> et de Debaltseve, ne favorise pas la coopération avec l'armée ukrainienne.

La diversité idéologique et géographique des bataillons de volontaires joue également un rôle dans le respect de la chaîne de commandement et le contrôle des armes transférées. Les bataillons tchéchènes (Dudayev et Sheikh Mansour) sont engagés dans une lutte contre l'influence russe qui dépasse largement le conflit ukrainien. Dans une interview donnée à un journaliste de *The Intercept*, Isa Munayev, alors commandant du bataillon tchéchène Dudayev, expliquait qu'il espérait pouvoir transférer les armes qu'il avait reçues en Ukraine vers la Tchétchénie une fois sa mission en Ukraine accomplie. Selon lui, les deux combats sont liés : « *Si nous réussissons en Ukraine, alors nous réussirons en Tchétchénie.* »<sup>32</sup> Si les deux bataillons tchéchènes sont en cours de légalisation, à l'extrême-droite, le bataillon Praviy Sektor (Secteur droit) n'a toujours pas accepté son intégration dans les forces armées ukrainiennes (même si de nombreux combattants de Praviy Sektor ont été intégrés dans d'autres unités)<sup>33</sup>. Les exemples des bataillons OUN, Praviy Sektor et Aïdar montrent que lorsque les bataillons ont été intégrés dans l'armée, leurs membres n'ont pas été dispersés dans différentes unités. Ils ont au contraire été transférés tels quels avec leur hiérarchie, leurs traditions et parfois leur propre recrutement séparé de celui de l'armée<sup>34</sup>.

---

28. OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) est un mouvement politique nationaliste ukrainien qui possède ses propres bataillons de volontaires. Le nom OUN fait référence au parti politique nationaliste créé en 1929 par Yevhen Konovalets.

29. Ukraine Needs to Address Its Paramilitary Problem, *The National Interest*, 19 juillet 2017.

30. *Idem*.

31. La bataille d'Ilovaisk, aux alentours du 20 août 2014, a mis un terme au mouvement de reconquête des bataillons de volontaires face aux séparatistes. La défaite d'Ilovaisk a donné lieu à des prises de positions et des invectives très dures vis-à-vis de l'état-major de l'armée de la part des commandants des bataillons de volontaires. La défaite de Debaltseve, mi-février 2015, qui impliquait plutôt l'armée régulière ukrainienne, a profondément aigri la base des soldats face à leurs officiers supérieurs. L'armée russe a été impliquée dans les deux batailles.

32. [The Final Days of a Chechen Commander Fighting in Ukraine](#), *The Intercept*, 27 février 2015.

33. [Former Right Sector fighters keep volunteer spirit alive in regular army](#), *Kyiv Post*, 2 novembre 2017. Certains combattants de Praviy Sektor ont rejoint la 54<sup>e</sup> brigade mécanisée à la condition qu'ils forment une compagnie ensemble. D'autres ont rejoint le 46<sup>e</sup> bataillon des forces spéciales « Donbas-Ukraine », formé sur l'ex-bataillon de volontaires Donbas.

34. Ukraine Needs to Address Its Paramilitary Problem, *The National Interest*, 19 juillet 2017 et [Former Right Sector fighters keep volunteer spirit alive in regular army](#), *Kyiv Post*, 2 novembre 2017.

Une des voies intéressantes pour intégrer de manière « soft » les bataillons de volontaires a été de coopter Dmytro Yarosh, leader du groupe Praviy Sektor, devenu parlementaire, comme conseiller du chef d'état-major Viktor Muzhenko, ce qui permettait de diminuer les critiques des bataillons de volontaires envers l'armée régulière.

#### D. Violations des droits de l'homme

Certains bataillons de volontaires ont été épinglés pour les actes criminels et les violations des droits de l'homme qu'ils ont commis. *Amnesty International* a publié en septembre 2014 un rapport sur les crimes commis par Aïdar dans la région de Louhansk<sup>35</sup>. Aïdar s'est rendu coupable de disparitions forcées, de meurtres, de viols, de passages à tabac et de pillages. Un procureur militaire a été réinstauré en août 2014 et a enquêté sur de nombreux crimes commis par les bataillons de volontaires. Toutefois, la police dans la région a souvent refusé d'enregistrer les plaintes des victimes, par peur de représailles ou simplement par manque de moyens de pression sur le bataillon. Les procédures en justice contre des membres des bataillons de volontaires ont fait l'objet d'une obstruction systématique par des présences physiques dans les cours et des menaces contre les juges<sup>36</sup>. Il faudra attendre 2015 et la mise sous tutelle progressive des bataillons de volontaires pour voir des procédures en justice aboutir. Le procès le plus important a été celui du bataillon spécial de police Tornado<sup>37</sup>, qui avait la mainmise sur le village de Pryvillia dans la région de Louhansk. Il a été dissous en juin 2015, tandis que douze membres du bataillon ont été arrêtés (d'autres sont encore recherchés) et jugés en décembre 2016<sup>38</sup>. Le verdict rendu en avril 2017 (huit condamnations de prison de huit à onze ans et quatre peines de cinq ans avec sursis) a déçu aussi bien le procureur que les condamnés, qui ont tous décidé de faire appel<sup>39</sup>.

#### E. L'intrusion des bataillons de volontaires sur la scène politique

Les liens entre les bataillons de volontaires et l'arène politique sont un autre sujet de préoccupation. Plusieurs commandants de bataillons importants ont été élus à la Rada, le Parlement ukrainien. Andriy Biletsky, fondateur et commandant du bataillon Azov, également connu pour ses opinions d'extrême-droite, est parlementaire au sein du parti Ukrop. Il a dû quitter l'armée puisque la législation ukrainienne ne permet pas à des militaires d'avoir un mandat politique. Semen Semenchenko, fondateur du bataillon Donbass, a été élu en 2014 sur les listes du parti Samopomich (proche de la démocratie

---

35. Amnesty International, « [Ukraine: Abuses and war crimes by the Aidar Volunteer Battalion in the north Luhansk region](#) » 8 septembre 2014.

36. [Nadia Savchenko's former commander arrested, Aidar fighters block courtroom](#), *Unian*, 2 juillet 2016. Voir aussi OSCE SMM, Access to Justice and the Conflict in Ukraine, Thematic report, décembre 2015, p. 27-28.

37. Le bataillon Tornado était connu pour recruter dans les milieux criminels. Un quart des membres du bataillon ainsi que son commandant, Ruslan Onyshchenko, avaient déjà fait l'objet d'une condamnation avant leur enrôlement. Le bataillon avait également recueilli des membres du bataillon Shakhtarsk dissous en octobre 2014 pour des actes répétés de pillage dans les villes qu'il était censé protéger.

38. « Tornado Trial Tests Kyiv's Ability To Rein In Rogue Paramilitaries », *Radio Free Europe/ Radio Liberty*, 30 décembre 2016.

39. In Ukraine, Both Sides To Appeal Verdicts In Tornado Battalion Case, *Radio Free Europe/ Radio Liberty*, 10 avril 2017.

chrétienne). Il n'est toutefois plus commandant du bataillon Donbass en raison de profonds désaccords avec les membres du bataillon qui l'accusent de faits criminels<sup>40</sup>. Il a été assigné à résidence par une cour de Marioupol début décembre 2017 pour faits d'agression sur un garde de sécurité<sup>41</sup>. Sergei Melnichuk, fondateur du bataillon Aïdar, a été élu sur les listes du parti radical d'Oleg Liachko (extrême-droite). Dmitri Yarosh, un des fondateurs du mouvement politique Praviy Sektor, qui regroupe une série de groupuscules ultra-nationalistes ou d'extrême-droite, a aussi été élu membre du parlement avec son propre parti (Governmental Initiative of Yarosh).

Toutefois, ces mandats ne représentent pas le cœur de l'activité politique des bataillons. Celle-ci se mène en dehors du parlement via des coups de force ou des provocations qui imposent un sujet à l'ordre du jour politique. L'exemple le plus récent est celui du blocus des territoires séparatistes au début de l'année 2017, dans lequel des vétérans des bataillons de volontaires ont joué un rôle proéminent<sup>42</sup>. Ceux-ci ont commencé à bloquer les points de passage routiers et ferroviaires vers les zones séparatistes début février 2017. Le gouvernement n'a pas réussi à déloger les activistes pacifiquement, et a trop craint pour son image pour envisager d'utiliser la force contre les manifestants. En effet, parmi les activistes figuraient de nombreux vétérans qui protestaient contre ce qu'ils appellent le « commerce du sang », à savoir principalement le charbon anthracite acheté dans les mines du Donbass et qui alimentait 50 % des centrales électriques ukrainiennes. Après avoir dans un premier temps refusé d'aborder la question d'un blocus, les autorités ukrainiennes ont procédé à des arrestations de manifestants et démonté les blocages routiers et ferroviaires. Toutefois, ces manifestants ont été libérés de force par des militants qui ont pris d'assaut les stations de police. Le gouvernement ukrainien a fini par décréter un blocus temporaire des territoires occupés. Si l'épisode du blocus rencontre une certaine popularité dans la société ukrainienne, il a en tout cas été provoqué par des vétérans des bataillons de volontaires agissant comme des milices incontrôlées. Il n'est pas non plus exclu que les actions musclées en faveur du blocus aient été soutenues par les oligarques qui financent les bataillons de volontaires en vue de conquérir des parts de marché dans un jeu entre oligarques<sup>43,44</sup>.

En **conclusion**, les bataillons de volontaires ukrainiens ont joué un rôle crucial au printemps 2014 lorsque les troubles dans l'Est ont commencé. Ils ont permis de stopper l'avancée de séparatistes et de contre-attaquer, tout en donnant le temps à l'armée régulière de démarrer le processus de mobilisation. Les bataillons de volontaires ont été armés et équipés par leur autorité de tutelle, ministère de la Défense ou de l'Intérieur ainsi que par des prises de guerre, du troc entre unités sur le front et du trafic illégal. La méfiance entre les bataillons de volontaires d'une part et l'armée régulière et le gouvernement de l'autre ont empêché le pouvoir politique d'exercer un véritable contrôle sur les bataillons, notamment sur leur encadrement juridique.

---

40. Former Donbas battalion volunteers accuse MP Semenchenko of various criminal acts, *Kyiv Post*, 22 juin 2017.

41. Court puts ex-Donbas battalion commander Vynohrodsky under house arrest – Semenchenko, *Interfax Ukraine*, 5 décembre 2017.

42. Kostanyan, H., Remizov, A., « The Donbas Blockade: Another blow to the Minsk peace process », CEPS Working Document, n° 2017/08, juin 2017.

43. Mystery Surrounds Blockade Forcing Kyiv's Hand, *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 3 mars 2017.

44. Ukraine's Volunteer Militias May Have Saved the Country, But Now They Threaten It, *War on the Rocks*, 14 septembre 2017.



Il a fallu attendre que l'armée ukrainienne régulière monte en puissance et occupe des positions de première ligne pour que les bataillons perdent leur valeur symbolique de « seuls défenseurs de l'Ukraine ». Ce rapport de force entre l'armée et les bataillons est destiné à évoluer en faveur de la première. C'est en effet l'armée qui bénéficie des multiples formations et exercices dispensés dans le cadre des programmes d'assistance à l'Ukraine (notamment de la part de l'OTAN) ainsi que du réarmement et des augmentations de budget décidés par le gouvernement ukrainien. Les armes fournies aux bataillons n'ont pas fait l'objet de mesures de traçabilité dans la durée et, dans le cas des armes légères, ne seront sans doute pas rendues publiques.

## II. Turquie : le système des protecteurs de village : une logique milicienne dans un moule institutionnel

Moins d'un an après la proclamation de la République, et quelques jours seulement après l'abolition du califat, la Grande Assemblée nationale de Turquie promulguait une loi sur l'organisation des villages, le 18 mars 1924, qui autorisait l'établissement de milices de protection<sup>45</sup>. En effet, la loi 442 stipulait que toute entité disposant du statut de village devait former au moins un « protecteur », à savoir un civil auquel il était confié un mandat de maintien de la sécurité intérieure<sup>46</sup>.

Les raisons de l'établissement de ces protecteurs de village, abrégés sous l'appellation *korucu*, résidaient dans l'environnement encore instable de la nouvelle République, dont le contrôle du territoire tout juste convenu par le Traité de Lausanne restait inachevé. De plus, la présence aux frontières orientales des républiques socialistes soviétiques du Caucase constituait une source d'inquiétude.

Cette loi de 1924, bien qu'abolie en 1961, formera cependant la pierre angulaire du système actuel des protecteurs de village, devenus agents de l'État et au nombre de 67 000 environ début 2017<sup>47</sup>. L'originalité de ce système de milices, essentiellement actives dans le Sud-Est à majorité kurde, est d'être fondé en droit avant d'être fondé en fait, à l'inverse des groupes de volontaires ukrainiens de la guerre du Donbass.

### A. L'origine des protecteurs : un système de milices maîtrisé

La loi de 1924, abolie par le gouvernement d'Ismet İnönü, est rétablie et amendée par la loi 3175 du 26 mars 1985, qui crée les « Protecteurs de village à titre temporaire »<sup>48</sup>. Il s'agit pour le gouvernement d'armer des civils pour organiser la défense des territoires du sud-est de la Turquie contre le PKK, qui vient de lancer sa guérilla contre l'État mais est alors considéré comme une menace limitée à l'intégrité du pays.

---

45. Dorronsoro Gilles, « Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits », *European Journal of Turkish Studies*, vol. 5, 2009.

46. Copeaux Etienne, « [La guerre : "les protecteurs de village"](#) », *Esquisse*, n° 48, 29 mars 2014. À partir de 1 000 habitants, les villages devaient désigner un protecteur pour chaque tranche supplémentaire de 500 habitants.

47. Gurcan Metin, « Turkish government outsources urban security », *Al Monitor*, 6 mars 2017.

48. Dorronsoro Gilles, *op. cit.*

Le système envisagé est loin de substituer aux forces régulières un corps de citoyens en armes autonome : il est subordonné à l'État par le biais de sa hiérarchie, fragmenté sur le territoire national et limité dans ses attributions.

En effet, si les protecteurs de village sont des volontaires sélectionnés par le conseil municipal avec l'aval du sous-préfet, ils sont placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, et dépendent, dans l'exercice de leurs fonctions, du commandement local de gendarmerie, elle-même fondée sur un organigramme militaire<sup>49</sup>. En outre, on distingue deux types de protecteurs de village. D'une part – et ce sont les plus nombreux –, ceux qui reçoivent, pour leurs activités de maintien de la sécurité, une rémunération de l'État prélevée sur le budget du ministère de l'Intérieur, un statut légal ainsi qu'un contrat de travail ouvrant droit à un système de protection sociale. De l'autre, ceux qui servent bénévolement, mais ont droit à certains avantages sociaux, et suivent la même procédure de sélection que les autres<sup>50</sup>. Tous doivent, pour prétendre devenir *korucu*, avoir achevé leur service militaire et disposer d'un casier judiciaire vierge. Notons que la majorité des *korucu* est kurde, étant donné l'action, au moins initiale, du PKK dans les régions à majorité kurde.

Contrairement à la loi initiale de 1924, la loi de 1985 confie au conseil des ministres le soin de déterminer quelles provinces ont le droit de lever des *korucu* (trois provinces en 1985), qui seraient enrôlés pour une durée de deux ans<sup>51</sup>. Cette souplesse dans la création de milices, de même que leur caractère initialement temporaire, reflètent la volonté de l'État turc de maintenir ces corps d'irréguliers dans le giron de l'administration.

## B. L'évolution des missions : de la défense passive à l'appui actif

Initialement, et cela reste vrai pour le noyau dur, les missions des protecteurs de village se limitaient à une fonction défensive, voire de police, du village duquel ils étaient issus : protection des bâtiments municipaux, renseignement des autorités, interpellations<sup>52</sup>. Pour mener à bien ces tâches, les milices de village ne regroupent que quelques hommes, parfois quelques centaines, en cas de mobilisation d'un segment tribal entier, par exemple. Ce faible nombre, ainsi que l'organisation limitée au niveau local, offrent des garanties contre l'érection d'un véritable contre-pouvoir à l'armée ou aux forces de sécurité régulières<sup>53</sup>.

Entre 1985 et 2005, le politologue Gilles Dorronsoro relève toutefois le nombre de 1 400 protecteurs de village tués dans des affrontements avec le PKK, ce qui contraste avec l'idée d'un corps de milices « de l'arrière »<sup>54</sup>. En effet, les attaques du PKK ne faiblissent pas au sortir des années 1980. Le gouvernement a ainsi étendu le système des protecteurs de village bien au-delà de la zone géographique initiale, puisque 22 provinces sur un total

---

49. Dorronsoro, *ibid.* La récente décision de rattacher intégralement la gendarmerie au ministère de l'Intérieur devrait permettre de clarifier le partage des responsabilités.

50. Gurcan Metin, « Arming Civilians for Counter-Terrorism: Turkey's Village Guard System », *Sustainable Security*, 18 novembre 2016.

51. *Idem.* Rapidement, durant l'année 1985, le nombre de départements monte à 22. Emrullah Uslu, « Village Guards on the Frontline of Turkey's War on Terrorism », *Jamestown Foundation: Terrorism Focus*, vol. 5, n° 35, 1<sup>er</sup> octobre 2008.

52. Dorronsoro, *ibid.*

53. *Idem.*

54. *Idem.*

de 81 sont actuellement concernées. À la fin des années 1990, le commandement militaire, auquel est de fait rattachée la gendarmerie (le commandant de la gendarmerie est un général 4 étoiles désigné par le Conseil militaire suprême), amorce un changement de stratégie. Il prévoit d'abandonner progressivement la posture statique et défensive, exemplifiée par la tenue de postes de contrôle à l'entrée des localités, axes de communication, infrastructures, et de reprendre l'offensive contre le PKK en terrain accidenté pour enrayer ses déploiements par vagues sur le territoire turc<sup>55</sup>. Il décide notamment d'investir dans un programme d'acquisition puis de fabrication d'hélicoptères – de transport et d'attaque –, de mettre l'accent sur la mobilité des troupes, de négocier la conduite d'opérations transfrontalières, et d'intensifier la collecte du renseignement<sup>56</sup>. Les protecteurs de village sont mobilisés et leurs missions changent. Leur bonne connaissance du terrain les oriente vers des activités de collecte du renseignement, d'appui aux opérations des forces spéciales ou de la composante hélicoptère de l'armée de Terre. L'idée générale du gouvernement turc semble être de rapprocher progressivement les milices *korucu* du modèle des unités de l'armée régulière, certainement dans l'optique de les associer davantage aux missions de combat, comme en témoigne le vocabulaire utilisé lors des recrutements : le 4 septembre 2016, la gendarmerie annonce par exemple le recrutement de 1 000 protecteurs de village comme « sergents spécialistes », un grade utilisé dans l'armée, et la mise en place d'un « commando spécial » au sein des protecteurs déjà en place<sup>57</sup>. L'idée de former des « forces spéciales » au sein même des *korucu* figure parmi les possibilités envisagées avec sérieux par le ministère de l'Intérieur depuis la reprise des hostilités avec le PKK, en juillet 2015<sup>58</sup>.

### C. Effectifs : les évolutions

Les effectifs des protecteurs de village, protecteurs salariés et protecteurs bénévoles combinés, n'ont cessé de croître depuis leur instauration en 1985. Si les estimations varient, la tendance à la hausse est admise : entre 35 et 40 000 hommes dès la fin des années 1980, plus de 50 000 au milieu des années 1990, 60 000 à la fin des années 1990 et, selon un décompte du ministre de l'Intérieur, 65 456 hommes en août 2013<sup>59</sup>. Le gouvernement a annoncé, au premier trimestre 2017, vouloir porter ce nombre à 90 000 dans les années à venir, en rehaussant les salaires (équivalant à 400 USD mensuels en janvier 2016) et avantages sociaux associés au statut. La majorité des protecteurs de village sont actuellement basés dans les départements d'Hakkari, Sirnak et Van, aux frontières irakienne et syrienne, mais un décret-loi promulgué dans le cadre de l'état d'urgence autorise leur déploiement non plus seulement dans leur département d'origine, mais dans l'ensemble du Sud-Est<sup>60</sup>.

---

55. Metin Gurcan, « Turkey aims to cripple, not contain, PKK », *Al Monitor*, 20 mars 2017.

56. Saban Kardas, « Turkey initiates Production of National Attack Helicopter », *Jamestown Foundation, Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, numéro 123, 27 juin 2008.

57. *Hurriyet Daily News*, « [Turkey to recruit 5000 new 'security guards' for southeast](#) », 21 octobre 2016.

58. Bozarlan Mahmut, « Why Turkey is boosting its budget for dubious 'village guards' », *Al Monitor*, 29 septembre 2016.

59. Gilles Dorronsoro, *ibid.* et Metin Gurcan, « Arming Civilians », *op. cit.*

60. Metin Gurcan, « Ankara hardening anti-PKK strategy », *Al Monitor*, 12 septembre 2016.

Cette dynamique haussière reflète tout d'abord le changement de perception du PKK, désormais considéré comme une menace bien réelle à l'intégrité territoriale du pays, et son extension dans plusieurs provinces du Sud-Est. En effet, depuis juillet 2015, les combats ont fait rage à Hakkari, Sirnak, mais également Mardin, Diyarbakir, et dans une moindre mesure, Tunceli<sup>61</sup>. Ensuite, elle résulte de l'évolution des missions confiées aux protecteurs de village, cumulant défense des villages et participation progressive aux opérations militaires offensives. Néanmoins, il ne faut pas surestimer cette participation, en tout cas pas dans l'immédiat, pour deux raisons. D'abord, transformer des milices de civils en unités de combat capables de conduire des opérations en coordination avec des forces régulières, voire spéciales, en terrain difficile, nécessitant la maîtrise des procédures d'appui aérien rapproché, requiert de leur donner une formation rigoureuse. Le système éducatif militaire ayant été complètement bouleversé après le putsch de juillet 2016, de même que l'organisation de la gendarmerie, la mise en place d'un programme de formation militaire des protecteurs cohérent, unifié et effectif sur le plan national peut prendre du temps. Ensuite, l'armée, en ce compris la gendarmerie, semble rester en première ligne des opérations contre le PKK, depuis la reprise des hostilités en 2015 : 659 soldats (la gendarmerie est composée en partie de conscrits) ont été tués, contre 90 protecteurs de village. Les premiers sont dotés de systèmes d'armements plus performants, hélicoptères de combat, drones armés, véhicules de transport résistants aux mines.

## D. Équipement<sup>62</sup>

La loi de 1985, amendée en 1990 en son article 74, stipule simplement que l'habillement et le type d'armements fournis aux protecteurs sont définis par le ministère de l'Intérieur, ce qui rend difficile l'accès à ces informations. Au minimum, des armes de poing sont distribuées car la loi 6136, relative en partie aux armes à feu, fait état de ventes de « pistolets et munitions » aux protecteurs de village, aux « prix du marché »<sup>63</sup>. De plus, les protecteurs de village disposent théoriquement d'un permis de détention et de port d'armes, pour lesquels ils devaient s'acquitter, au moins jusque fin 2016, d'un forfait quinquennal<sup>64</sup>. Toutefois, plusieurs photographies dans des articles de presse montrent des protecteurs de village équipés d'armes de guerre, comme des fusils type AK. Plusieurs modes d'approvisionnement peuvent être avancés. La Turquie a effectivement importé différents modèles de fusils AK des stocks de l'ancienne RDA entre la fin 1990 et 1994 au moins, plus de 300 000 selon le *Bonn International Conversion Center* (BICC). Leur destinataire final reste difficile à évaluer, mais il s'agirait, toujours selon le BICC, de forces armées et de sécurité. On peut formuler l'hypothèse qu'une partie de ces fusils ait été distribuée aux protecteurs, notamment parce que leur période de livraison en Turquie correspond à une augmentation du nombre de *korucu*, et donc de leurs besoins d'équipement.

---

61. Voir le décompte d'[International Crisis Group](#).

62. Les ministères chargés de l'octroi des licences d'exportation d'armes du Royaume-Uni et de l'Autriche, qui figuraient parmi les trois premiers exportateurs d'armes européens à destination de la Turquie entre 2001 et 2015, n'ont pas souhaité répondre à nos sollicitations.

63. Özar Semsâ, Ucarlar Nesrin, Aytar Osman, « From Past to Present: A Paramilitary Organization in Turkey... », *op. cit.*

64. « [Turkey to recruit 5000 new militants 'village guards' for Kurdish southeast](#) », *Ekurd Daily*, 22 octobre 2016.

Par ailleurs, il paraîtrait étonnant que ces livraisons aient été destinées à équiper les forces régulières alors que la Turquie se dote de fusils d'assaut occidentaux depuis le milieu des années 1960 au moins (importation des excédents de G1 de l'Allemagne, puis production sous licence du G3 à partir de 1977)<sup>65</sup>. Peut-être ont-elles servi à constituer des stocks d'armes de « réserve ». Parallèlement, certains protecteurs de village se procurent-ils des armes sur le marché civil qu'ils utilisent ensuite dans le cadre de leur fonction ? Des répliques de fusils AK-47 sont également en vente dans les armureries turques, et le prix d'un fusil AK-47 sur le marché noir au Kurdistan irakien s'élèverait à 700 USD<sup>66</sup>. En mars 1997, la ministre de l'Intérieur, Meral Aksener, reconnaissait devant l'assemblée nationale que les protecteurs avaient remis aux autorités turques plus de 22 000 armes qui ne figuraient pas sur leurs registres, mais que plus de 19 000 avaient ensuite été rendues aux protecteurs assorties d'un permis de port<sup>67</sup>.

Les protecteurs de village n'apparaissent pas, dans l'ouvrage de référence sur l'équipement des forces armées et de sécurité qu'est le *Military Balance*, comme catégorie à part entière dans les forces de sécurité, reflétant le partage complexe des responsabilités de sécurité intérieure en Turquie. Par conséquent, il est difficile d'identifier les armements dont sont équipés les protecteurs de village, tout comme il est difficile d'identifier le service responsable de leurs acquisitions. En toute hypothèse, leurs missions classiques de protection des villages contre les incursions du PKK, de collecte du renseignement et d'appui aux opérations des forces spéciales induisent l'utilisation d'un armement relativement léger. L'irrégularité voire l'absence d'une formation proprement militaire, en sus des douze mois de service obligatoire à tous les hommes turcs, empêche également de leur confier des équipements sophistiqués. En effet, l'exécution d'un programme de formation militaire de deux semaines dépend de la volonté du commandement de gendarmerie auquel le protecteur est rattaché.

Or, le gouvernement turc annonçait justement, à la suite des négociations avec les représentants de *korucu* en septembre 2016, que ceux-ci seraient désormais dotés d'armements plus lourds, dans la mesure où le PKK lui-même employait désormais des armes plus sophistiquées (missiles anti-chars, MANPADS, mitrailleuses lourdes, lance-roquettes)<sup>68</sup>.

Quoiqu'il en soit, l'armement des protecteurs, du moins jusqu'à la seconde moitié des années 1990, semble avoir été exempt de contrôle rigoureux de la part des autorités. De plus, le gouvernement turc aurait distribué avec largesse des permis de détention et de port d'armes aux fonctionnaires, de même qu'il aurait fourni des armes aux tribus kurdes opposées au PKK<sup>69</sup>.

---

65. BICC, [SALW Guide : Global Distribution and Visual Identification : Turkey](#), p. 2, consulté la dernière fois le 14 mars 2018 ; Ottfried Nassauer, « [An Army's Surplus : The NVA's Heritage](#) », in Edward J. Lawrence et Herbert Wulf (éd.) : *Coping with Surplus Weapons: A Priority for Conversion Research and Policy*, Bonn International Center for Conversion Research (BICC), vol. 3, juin 1995 ; Bayonets Identification Guide, « [Bayonets of Turkey](#) », consulté la dernière fois le 14 mars 2018.

66. Channing May, « [Transnational Crime and the Developing World](#) », *Global Financial Integrity*, mars 2017, p. 14.

67. Copeaux Etienne, « [La guerre : "les protecteurs de village"](#) », *op. cit.*

68. Mahmut Bozarslan, *ibid.*

69. Etienne Copeaux, *ibid.*

Ces différentes méthodes d'approvisionnement peuvent donc avoir été utilisées par les protecteurs pour s'équiper, ce qui rend difficile l'évaluation de leurs capacités, et facilite l'utilisation de ces armes dans des entreprises illégales.

## E. Violations des droits de l'homme

Au manque de contrôle sur l'équipement des protecteurs de village s'est ajouté un problème d'intégrité des miliciens mobilisés, qui a un temps remis en question, dans les années 1990, l'existence même du système.

Selon le journal *Milyet*, la moitié des 45 000 protecteurs recensés en 1997 aurait été impliquée dans des faits de droit commun. 296 d'entre eux auraient été inculpés pour tentative d'assassinat, et des dizaines d'autres pour enlèvements, trafic d'armes ou de stupéfiants<sup>70</sup>. En 2005, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Abdülkadir Miçoogullari, déclarait que 4 972 protecteurs s'étaient rendus coupables de crimes depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1985, 2 384 relevant d'actes de terrorisme, 1 234 d'atteintes à la personne, et 420 d'actes de contrebande et de trafic<sup>71</sup>. En mai 2009, un fait divers attire l'attention sur les milices *korucu* : lors d'un mariage dans la tribu des Celebi, dans la province de Mardin, des hommes puissamment armés attaquent et tuent 44 personnes, dont 17 femmes et 6 enfants. Par la suite, les autorités découvrent que ces armes avaient été distribuées à des protecteurs<sup>72</sup>.

À cela, la Commission d'enquête parlementaire sur les assassinats non résolus de l'assemblée nationale ajoutait en 1997 que le recrutement se déroulait dans des conditions contraires à celles prévues par la loi : de nombreuses recrues ont été impliquées dans des conflits familiaux, territoriaux, et sont envoyés par les chefs de clans pour obtenir les moyens de régler leurs contentieux par la force.

Si la documentation sur les agissements des protecteurs de village semble être devenue plus rare ces cinq dernières années, le manque de contrôle des autorités judiciaires ainsi que l'impunité dont bénéficieraient toujours certains protecteurs eu égard à des crimes passés sont toujours avancés par les organismes européens et internationaux comme autant de raisons d'abolir le système. Le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, par exemple, « déplorait » en 2015 qu'aucun effort n'ait été entrepris en ce sens, tandis que l'on trouvait dans une communication de la Commission européenne relative à l'alignement de la Turquie sur l'acquis communautaire le même désir de voir le système aboli, en 2013<sup>73</sup>.

Fondamentalement, le faible niveau d'entraînement des protecteurs au maniement des armes, et plus largement au métier des armes, agit directement sur leur professionnalisme, et donc leur fiabilité en tant qu'utilisateurs finaux. Le projet gouvernemental d'augmenter les effectifs et de leur distribuer des armements lourds, plus sophistiqués, doit nécessairement comprendre une refonte du processus de

---

70. Cité par Copeaux, *ibid*.

71. Umit Cizre (éd.) : *Democratic Oversight and Reform of the Security Sector in Turkey : 2005/2006 Status Report*, Zürich, Lit, 2007, p. 203.

72. Copeaux, *idem*.

73. United Nations General Assembly, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions*, Christof Heyns, 6 mai 2015, p. 8-9 et Commission européenne, [Commission staff working Document : Turkey 2013 Progress Report](#), 16 octobre 2013, p. 15.

sélection et de formation. L'instruction militaire s'avèrerait d'autant plus cruciale que le gouvernement prévoit également de déployer des protecteurs dans certaines agglomérations urbaines, où la menace du PKK est peut-être certes moins immédiate, mais où la marge de manœuvre des corps en uniforme est bien plus délicate du fait de l'omniprésence de civils<sup>74</sup>.

Les armes déjà distribuées constituent une source d'instabilité pour deux raisons : leur identification reste plus que douteuse, et leur éventuelle remise par les protecteurs semble délicate. En plein cessez-le-feu, en février 2014, un protecteur interviewé par *The Independent* s'alarmait des suites d'un éventuel accord de paix : « *Que se passera-t-il si quelqu'un veut se venger de nous ? Nous devons garder nos armes pour être capables de nous défendre.* »<sup>75</sup>

En **conclusion**, le recours, par l'État turc, aux protecteurs de village s'est progressivement imposé comme un outil privilégié du maintien de la sécurité dans les régions touchées par les actions du PKK pour l'État turc. Pour celui-ci, il présentait, au moins initialement, l'avantage de délester les forces régulières d'une partie des opérations de contrôle et de sécurisation des territoires face à ennemi jugé limité, tout en alimentant les centres de commandement d'une nouvelle source de renseignement. L'évolution des effectifs, des missions attribuées et du statut octroyé aux protecteurs de village montre que la tendance est à leur cooptation parmi les forces régulières, malgré un niveau d'entraînement et de professionnalisme pour le moment inférieur au leur. Or, les informations disponibles sur les armes utilisées par les protecteurs demeurent rares, de même que le processus d'acquisition et d'attribution de ces équipements, ce qui rend difficile l'évaluation de leur fiabilité en tant qu'utilisateurs finaux.

## Conclusion générale

Cette Note a tenté d'évaluer la fiabilité des volontaires ukrainiens et des protecteurs de village turcs en tant qu'utilisateurs finaux d'armements, en proposant un cadre d'analyse des risques éventuels de violation des droits de l'homme, ou de détournement, encourus en cas d'exportation vers ces acteurs atypiques que sont les milices pro-gouvernementales. En l'absence d'informations systématiques et étayées sur les mécanismes d'acquisition d'armements de ces deux milices, leur fiabilité doit être considérée sous l'angle de leur rapport à l'État, à partir de deux critères. Le premier concerne le rapport entretenu par ces milices avec leurs autorités de tutelle, qui oscille entre hostilité passive ou déclarée en Ukraine et, au contraire besoin d'intégration dans les structures de l'État en Turquie. Le second concerne le contrôle de l'État sur ces milices. En Turquie, différents acteurs des forces armées et de sécurité se disputent le commandement des protecteurs, sans que la traçabilité de leurs stocks d'armes ne semble parfaitement maîtrisée, tandis qu'en Ukraine, la réalité de la chaîne de commandement des volontaires alterne entre subordination officielle aux structures étatiques et autonomie d'action sur le terrain.

---

74. Copeaux, *ibid.*

75. Frédérique Geerdink, « Kurds Who Became 'village guards' and fought PKK rebels in Turkey to be disbanded – but they fear a betrayal », *The Independent*, 16 février 2014.

L'absence de contrôle et de comptabilité exhaustive des équipements à disposition de ces milices présente le risque de voir des armes non répertoriées, voire acquises illégalement, alimenter des trafics ou servir à commettre des délits.

De même, et surtout, l'absence de formation militaire unifiée et similaire à celles des forces régulières rend incertain le niveau de professionnalisme de ces milices : ont-elles les compétences pour utiliser les armements dont elles sont dotées, dans l'environnement et les conditions opérationnelles prévues par leurs missions, et ont-elles intégré des règles et procédures d'engagement auxquelles sont soumises les forces armées nationales (droit de la guerre, discipline militaire) ? Justement, volontaires et protecteurs sont tous deux accusés, et dans certains cas reconnus coupables, de crimes ou de délits : meurtres, assassinats, vols, trafics. Ce qui exige d'évaluer avec précaution les éventuelles demandes de transferts d'armes vers ces acteurs récents de la défense et de la sécurité nationales, qui se multiplient d'ailleurs dans d'autres pays : des groupes d'autodéfense contre le crime organisé au Mexique aux coalitions de volontaires majoritairement chiites en Irak et en Syrie, les milices de type pro-gouvernemental s'implantent et interviennent de façon croissante dans les pays en conflit ou touchés par la violence armée.

\* \* \*

## Auteurs

*Léo Géhin* est chargé de recherche au GRIP. Il travaille notamment sur les contrôles des transferts d'armements de l'Union européenne.

*Denis Jacqmin* est chercheur au GRIP, dans l'axe « armes légères et transferts d'armes ». Il a travaillé pour le SPF Affaires étrangères belges et a été observateur international pour les missions SMM Ukraine (2014-2015) et EUMM Georgia (2012-2013).

Avec le soutien de la



Wallonie